

OTC

Rencontre entre Arménie et Azerbaïdjan le 15 décembre à Bruxelles

BRUXELLES (Reuters) - Les dirigeants d'Arménie et d'Azerbaïdjan se rencontreront à la mi-décembre à Bruxelles dans le but d'apaiser les tensions suscitées par plusieurs accrochages frontaliers meurtriers entre les deux pays, a annoncé vendredi l'Union européenne.

"Les dirigeants sont convenus de se rencontrer à Bruxelles pour discuter de la situation régionale et des moyens de surmonter les tensions afin de parvenir à la prospérité et la stabilité dans le Caucase du Sud, que soutient l'UE", a déclaré un porte-parole du président du Conseil européen Charles Michel dans un communiqué.

La rencontre aura lieu à l'occasion du sommet du Partenariat oriental du 15 décembre.

Charles Michel s'est entretenu vendredi avec le président azerbaïdjanais, Ilham Aliev, et le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian.

"Durant ces entretiens téléphoniques, les dirigeants arménien et azerbaïdjanais ont également accepté d'établir une ligne de communication directe au niveau de leurs ministres de la Défense respectifs, qui servira de mécanisme de prévention des conflits", a précisé l'UE.

Bruxelles a exhorté mercredi les deux anciennes républiques soviétiques à respecter un cessez-le-feu annoncé la veille après la mort de plusieurs soldats des deux camps dans des accrochages frontaliers.

Les tensions restent vives entre les deux pays depuis la guerre de 44 jours qui les

a opposés à l'automne 2020 à propos de l'enclave disputée du Haut-Karabakh, a fait au moins 6.500 morts et s'est soldée par la victoire de l'Azerbaïdjan.

(Reportage Sabine Siebold; version française Jean-Stéphane Brosse)

2- Courrier International
19/11/2021

<https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/caucase-du-sud-un-nouveau-territoire-de-larmenie-menace-par-lazerbaïdjan>

Un nouveau territoire de l'Arménie menacé par l'Azerbaïdjan

Après les affrontements qui ont repris les 14 et 15 novembre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, il est urgent pour Erevan de conclure une alliance militaire avec la Russie, estiment certains observateurs.

“Lors de la première étape de la guerre, ils ont perdu l'Artsakh [nom arménien de la région du Haut-Karabakh], maintenant [les membres du gouvernement arménien] mettent en œuvre la reddition de la région de Siounik”, dénonce le député arménien d'opposition Edouard Charmazanov, cité par le site arménien **Verelq**. Ce représentant éminent du Parti républicain n'a pas de mots assez durs pour fustiger le gouvernement en place et le Premier ministre Nikol Pachinian, accusé depuis la seconde guerre du Haut-Karabakh, en 2020, d'avoir livré à l'alliance azerbaïdjano-turque une région gagnée de haute lutte entre 1992 et 1994.

Les 14 et 15 novembre dernier, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont été le théâtre d'une *“mini-guerre”*, informe le site russe **Eurasia Daily**. Cet incident, le plus grave depuis la fin des hostilités en 2020, a éclaté non pas au Karabakh, mais dans la région méridionale arménienne de Siounik, redevenue depuis un an la zone

frontalière avec l'Azerbaïdjan.

Côté arménien, les combats ont fait une dizaine de morts et treize prisonniers, vingt-quatre soldats sont portés disparus et *“deux collines stratégiques sont perdues”*, calcule *Eurasia Daily*. *“L'agression de l'Azerbaïdjan, qui accapare les terres arméniennes ancestrales, continue”*, dénonçait Nikol Pachinian le 15 novembre, lors d'une conversation téléphonique avec le président russe Vladimir Poutine rapportée par le journal moscovite **Nezavissimaïa Gazeta**.

L'urgence de fixer la frontière pour pacifier la région

Depuis sa victoire écrasante contre l'Arménie, l'Azerbaïdjan est euphorique et multiplie les provocations, s'aventurant toujours plus loin dans les territoires de l'Arménie, sous prétexte que les frontières entre les deux pays ne sont pas clairement définies. L'intermédiation du ministre de la Défense russe, Sergueï Choïgou, le 16 novembre, a permis de stopper l'escalade et de *“tuer dans l'œuf une nouvelle guerre, pour le moment”*, observe avec pessimisme le quotidien russe.

[...]

(La suite réservée aux abonnés)

Alda Engoian

3- Les Nouvelles d'Arménie
19/11/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=86322

Officiellement les récents combats à Syunik, du côté arménien, ont fait 6 morts confirmés

Le ministère arménien de la Défense déclare dans un communiqué diffusé ce matin que, selon ses informations actualisées, la dernière attaque azérie a coûté la vie à 6 soldats Arméniens.

Les soldats tués sont le lieutenant Taron Sahakyan (né en 1990), le sergent junior Meruzhan Harutyunyan (né en 1991), le soldat Gurgen Sargsyan (né en 1990), le sergent junior Artur Martirosyan (né en 1998) et le soldat Davit Amiryan (né en 1980). Le corps d'un autre soldat tué est toujours en cours d'identification.

« Avec la médiation et la participation de la partie russe, des travaux intenses se poursuivent en vue du retour des personnes capturées pendant les batailles et de la recherche des disparus. A 10h00, le 19 novembre, la situation à la frontière arméno-azerbaïdjanaise est relativement stable et sous le contrôle des forces armées arméniennes » a déclaré le ministère arménien de la Défense.

Source Armenpress.

Krikor Amirzayan

4- RFI

19/11/2021

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/grand-reportage/20211119-erevan-bakou-la--route-du-conflit>

Erevan-Bakou, la route du conflit

Par : [Anissa El Jabri](#)

Il y a un peu plus d'un an, s'achevait une guerre de 44 jours entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan autour de l'enclave du Haut-Karabakh, un territoire grand comme un département français que se disputent Bakou et Erevan depuis 30 ans. Sous l'égide de la Russie, était signé un accord de fin de conflit consacrant une défaite douloureuse pour l'Arménie. Cet accord a laissé beaucoup de questions en suspens, et les deux pays sont aujourd'hui dans un entre-deux : ni guerre, ni paix. Cette semaine encore, de violents affrontements ont éclaté, suscitant l'inquiétude jusqu'aux Nations unies.

Symbole de cette situation, la route M2 qui traverse toute l'Arménie, du sud près de l'Iran au nord du pays vers le Haut Karabagh. Cette route est devenue depuis 12 mois à la fois un axe de circulation en souffrance, une frontière, et une ligne de contact.

«Erevan-Bakou, la route du conflit», un Grand reportage d'Anissa El Jabri.

(Article à écouter en ligne)

5- Les Nouvelles d'Arménie

19/11/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=86306

Poutine se veut optimiste quant à un règlement du conflit arméno-azéri

Au lendemain de la trêve que l'armée russe avait imposée à la frontière arméno-azérie, mettant fin à des combats d'une intensité inédite depuis l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020, le président russe Vladimir Poutine, s'exprimant jeudi 18 novembre devant un parterre de diplomates à Moscou, s'est voulu optimiste quant aux perspectives de règlement du conflit. "Les derniers affrontements le long de la frontière arméno-azérie prouvent que la situation là bas ne s'est pas encore calmée. La mission des soldats de la paix russes [au Haut-Karabagh] comme garants du cessez-le-feu et de la sécurité des populations civiles est extrêmement importante", a d'abord déclaré V. Poutine, en ajoutant que "le rôle de la diplomatie russe se confirme toujours plus dans ses efforts continus en vue de régler le différend entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, de restaurer les liens économiques dans le Sud Caucase et la réouverture des corridors de transport". "Nous avons créé une commission inter-Etat ad hoc au niveau des vice-premiers ministres, elle fonctionne, et de mon point de vue, les prévisions ne sont pas mauvaises. En fait, tous les pays de la région, dont la Russie, aspirent à parvenir à un règlement durable du problème", a ajouté le leader russe. Peu avant, dans la journée de jeudi, le premier ministre arménien Nikol Pachinian avait affirmé que les propositions présentées par le ministère

russe de la défense concernant “le stade préparatoire du processus de délimitation et de démarcation” de la frontière arméno-azérie était acceptable pour Erevan, sans fournir plus de détails. La déclaration de Pachinian intervenait deux jours après l’escalade de violence le long de cette frontière arméno-azérie au tracé imprécis, qui a fait des victimes dans chaque camp ; les forces azéries auraient capturé au moins 13 soldats azéris, une vingtaine d’autres étant portés disparus. Ces combats, les plus violents depuis un an, ne manqueront pas d’être mis à profit pour justifier l’urgence d’une démarcation de frontières entre les deux pays du Sud Caucase. L’Arménie semble s’être résignée à ce processus qui l’engagerait, à terme, à reconnaître l’intégrité territoriale de l’Azerbaïdjan, qui entend bien en profiter pour revendiquer sa souveraineté sur le Karabagh. On n’en est pas là, heureusement, mais lors de la réunion hebdomadaire du Conseil des ministres, jeudi, Pachinian a jugé « acceptables » pour l’Arménie les propositions du ministère russe de la défense sur les prémisses du processus de délimitation et de démarcation” de la frontière. Pachinian avait dans le même temps demandé au ministre arménien de la défense Suren Papikian “de clarifier les détails” des propositions de son homologue russe. “Essayons de mettre en œuvre le processus dans le cadre des propositions formulées par la Fédération de Russie”, avait déclaré Pachinian, sans en dire davantage. La veille, lors d’une séance de questions au gouvernement au Parlement, Pachinian avait accusé l’Azerbaïdjan de torpiller le processus en refusant de répondre à trois propositions russes sur la délimitation et la démarcation formulées depuis mai dernier, lorsque les incursions azéries dans les zones frontalières du sud de l’Arménie avaient souligné l’urgence d’un tel processus entre les deux ex-Républiques soviétiques. Pachinian avait rappelé que près de six mois avant il avait déclaré lors d’une réunion du gouvernement qu’il y avait un document sur la table qui ne demandait qu’à être signé. “Mais pourquoi ce document n’a-t-il pas été signé ? [Le document n’a pas été signé] parce qu’il n’a pas atteint l’étape d’une proposition de signature... A mon sens, le processus n’a pas avancé parce que l’Azerbaïdjan n’a pas fourni de réponse concrète”, avait déclaré Pachinian. Alors qu’elle s’employait à faire tomber les armes à la frontière arméno-azérie le 16 novembre, la Russie réitérait son appel aux deux parties pour qu’elles s’engagent dans le processus de délimitation et de démarcation de la frontière. “Les derniers développements montrent l’importance de ce processus, y compris la nécessité d’une commission ad hoc travaillant sur la base des propositions faites par la partie russe”, avait indiqué de son côté la porte-parole du ministère russe des affaires étrangères Maria Zakharova lors d’une conférence de presse à

Moscou mercredi. Lors d'une rencontre avec le secrétaire du Conseil de sécurité de l'Arménie Armen Grigorian à Moscou le même jour, son homologue russe Nikolay Patruchev avait déclaré que la partie russe était prête à fournir l'aide appropriée à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan dans la délimitation et la démarcation de leur frontière commune. Peu avant, les Etats-Unis et l'Union européenne avaient aussi pressé Erevan et Bakou d'œuvrer en vue de la résolution des "questions en suspens", dont la démarcation des frontières.

par [Garo Ulubeyan](#)

6- Les Nouvelles d'Arménie

19/11/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=86307

Pachinian critiqué après ses propos relatifs aux soldats arméniens capturés par l'armée azérie lors des derniers combat



Le premier ministre arménien Nikol Pachinian s'est attiré les vives critiques d'une partie de l'opinion publique arménienne en appelant à la tenue d'une enquête sur les circonstances de la capture d'une dizaine de soldats arméniens par l'armée azérie lors des derniers combats qui ont embrasé dans la journée du mercredi 17 novembre les zones frontalières arméniennes pendant plusieurs heures jusqu'à ce que la médiation de la Russie a mis un terme, mercredi 17 novembre. Durant la séance de questions au gouvernement du Parlement mercredi, Pachinian avait été interpellé par un député de l'opposition concernant le sort des 13 soldats arméniens capturés par les forces azerbaïdjanaises lors des violents combats de la veille, qui viennent s'ajouter aux dizaines d'autres Arméniens toujours détenus en Azerbaïdjan un an après le cessez-le-feu qui avait mis fin à la guerre du Karabagh de l'automne dernier. Le député de l'opposition, tout en attirant l'attention du premier ministre sur le sort de ces autres prisonniers arméniens, lui a demandé ce que son gouvernement faisait pour les soustraire à la violence de l'ennemi. Dans sa réponse à cette question, le premier ministre n'a pourtant fourni aucune précision concernant les conditions de détention des captifs arméniens. Il a préféré mettre l'accent sur la nécessité d'enquêter sur les circonstances de leur capture. "Je pense qu'il est temps pour nous d'enquêter sur chacun des cas de prisonnier en bonne et due forme, car chaque soldat servant dans les Forces armées de la République d'Arménie a ses responsabilités. Peut-être nous sommes nous trompés là-dessus, en raison du contexte émotionnel, mais tous les cas doivent être étudiés avec soin. Que signifie être fait prisonnier ? Dans quelles

circonstances ?” s’est interrogé Pachinian, suscitant l’indignation d’une opposition qui voit dans ces conjectures les signes d’une volonté du pouvoir de se décharger de la question, très sensible, et pas seulement sur le plan émotionnel, des prisonniers arméniens, qui ne seraient plus tenus seulement pour des victimes, mais auraient une part de responsabilité dans leur statut de prisonnier . La militante des droits de l’homme Nina Karapetians a désigné les propos du premier ministre sur les prisonniers de guerre (POWs) comme indignes du dirigeant du pays. “Une telle réponse est indigne d’un commandant-en-chef, indigne d’un premier ministre qui, selon la Constitution, est le garant de la vie, des droits et des libertés de chacun des citoyens d’Arménie”, s’est exclamée N. Karapetians, en précisant qu’elle attendait du premier ministre qu’il expose ce qui était fait pour rapatrier les soldats. “Mais au lieu de cela, il nous a fait savoir que nous devons comprendre combien étaient coupables les soldats capturés, torturés ou tués. Mais avez-vous des questions à poser aux généraux, aux officiers de ces soldats ou des questions à vous-mêmes ? Pourquoi nos soldats ont-ils été laissés sans défense ? Pourquoi ont-ils été faits prisonniers ? Pourquoi ne pouvons-nous pas rapatrier nos soldats en captivité ?”, a ajouté la militante des droits de l’homme en précisant que si la question de la négligence ou de l’incurie devait se poser en tout état de cause, la priorité la plus urgente aujourd’hui, est de faire revenir les captifs. “Mais il est évident que cela ne pourra se faire en rejetant la faute sur un soldat qui n’a servi dans l’armée que durant six mois. Ces soldats avaient des officiers et des généraux au-dessus d’eux pour assumer les responsabilités, ils avaient leur ministre de la défense et au-dessus encore, ils avaient le commandant-en-chef. Ce sont des questions qui ne sauraient être du ressort d’un conscrit », a-t-elle conclu. Une centaine de prisonniers de guerre et civils arméniens ont été rapatriés d’Azerbaïdjan depuis la fin des hostilités dans et autour du Haut-Karabagh le 9 novembre 2020. En dépit des termes de l’accord de cessez-le-feu prévoyant la libération de tous les captifs et otages, l’Azerbaïdjan persiste dans sa politique d’obstruction et refuse de libérer les prisonniers encore détenus dans ses prisons, dont plusieurs déjà ont été condamnés à des peines d’emprisonnement très lourdes au terme de procès expéditifs. Pachinian avait suscité sur le même sujet l’indignation de l’opposition il y a quelques mois, en déclarant, durant la campagne pour sa réélection le 20 juin, que les prisonniers arméniens devaient faire preuve de patience et pouvaient attendre encore un peu avant d’être libérés. “Ces gars dans les prisons de Bakou luttent pour l’indépendance et la souveraineté de l’Arménie. Ils nous pardonneront s’ils restent en captivité un mois ou deux encore. Mais ils ne nous pardonneront pas si nous

renonçons à notre indépendance et souveraineté, au prix de leur liberté”, avait déclaré Pachinian lors d’un meeting de campagne à Armavir le 7 juin.

par [Garo Ulubeyan](#)

7- Cercle d'Amitié France-Artsakh

18/11/2021

Le Cercle d’Amitié reçoit une délégation artsakhiote

Le déplacement en France d’Arthur Tovmassian, Président de l’Assemblée nationale et de Hayk Khanumian, ministre de l’Administration du territoire et des infrastructures a fortuitement coïncidé avec la nouvelle agression de l’Azerbaïdjan contre l’Arménie

A l’invitation du Cercle d’Amitié France-Artsakh, une délégation artsakhiote composée de MM. Arthur Tovmassian, Président de l’Assemblée nationale et Hayk Khanumian, ministre de l’Administration du territoire et des infrastructures est en visite en France du 15 au 19 novembre.

Reçu à l’Assemblée nationale ce mercredi 17 novembre par François Pupponi, Président du Cercle, la délégation y a pu rencontrer une dizaine de députés et sénateurs membres du Cercle d’Amitié. Les officiels artsakhiotes ont témoigné de la situation actuelle en Artsakh ainsi que des efforts du gouvernement pour la reconstruction du pays.

« M. Tovmassian et M. Khanumian nous ont confirmé que le sort des Artsakhiotes est extrêmement difficile et précaire. Les familles s’inquiètent du sort des prisonniers de guerre que l’Azerbaïdjan détient toujours au mépris de toutes les conventions internationales et de ses propres engagements » a souligné François Pupponi. *« Au-delà, les problèmes s’accumulent avec des privations en eau, avec la nécessité de reloger les habitants des territoires occupés par l’Azerbaïdjan. Ce sont des questions humanitaires qui doivent engager la France et la communauté*

internationale » a rappelé le Président du Cercle.

Le Cercle rappelle que des snipers azerbaïdjanais ont assassiné la semaine dernière un civil qui s'employait à réparer une canalisation d'adduction d'eau en zone libre, proche de la ville occupée de Chouchi.

La visite de la délégation a coïncidé avec la nouvelle offensive militaire de l'Azerbaïdjan lancée contre le Siounik, la région la plus méridionale de l'Arménie proprement dite. C'est avec gravité que le développement de cette dernière agression a été suivi heure par heure par la délégation et les membres du Cercle.

« Le régime Aliiev démontre une nouvelle fois qu'il n'est pas intéressé par la paix mais par l'éradication des Arméniens. Cette fois, le despote de Bakou a profité de la diversion biélorusse comme il avait profité de la diversion des élections américaines pour attaquer l'Artsakh en 2020 » a commenté François Pupponi.

« Si la France et le Groupe de Minsk veulent retrouver de la crédibilité, ils doivent cesser de renvoyer dos à dos agresseur et agressé pour s'engager dans une politique de sanctions à l'encontre de l'Azerbaïdjan comme nous le faisons à l'encontre de la Biélorussie » a-t-il conclu.

8- Le Courrier d'Erevan

18/11/2021

<https://www.courrier.am/fr/actualite/larmenie-elue-au-conseil-executif-de-lunesco>

L'Arménie élue au Conseil exécutif de l'UNESCO

Au terme des élections organisées lors de la 41e session de la Conférence générale de l'UNESCO à Paris, l'Arménie a été élue pour la première fois au Conseil exécutif de l'UNESCO pour la période 2021-2025.

Pour les trois sièges vacants attribués au groupe régional des pays d'Europe de l'Est pour les élections au Conseil exécutif, il y a eu des nominations de quatre pays : Arménie, Lituanie, Ukraine et Azerbaïdjan.

Lors d'un scrutin secret, l'Arménie, avec un maximum de 146 voix, a été élue au Conseil exécutif pour la première fois.

L'Arménie a été élue membre du Conseil exécutif de l'UNESCO pour la première fois depuis son adhésion à l'UNESCO en 1992. Dans le cadre de son adhésion au Conseil suprême, l'Arménie s'efforcera de mettre en œuvre ses engagements et priorités, en particulier pour soutenir la mise en œuvre des programmes de l'UNESCO, assurer l'accès à une éducation de qualité pour tous et la protection et la préservation du patrimoine culturel.

Note : Le Conseil exécutif de l'UNESCO est composé de 58 pays membres et est le deuxième organe le plus important de l'organisation après la Conférence générale. Les réunions du Bureau exécutif sont convoquées deux fois par an. Ce dernier a pour principale fonction de veiller à la bonne exécution des décisions adoptées par l'Assemblée générale.

9- Les Nouvelles d'arménie

18/11/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=86271

Pachinian rappelle que l'Arménie veut une démarcation des frontières

La délimitation et la démarcation de la frontière avec l'Azerbaïdjan sont à l'ordre du jour de l'Arménie, a déclaré le Premier ministre Nikol Pachinian devant le Parlement arménien mercredi 17 novembre, au lendemain de la pire flambée de violence frontalière entre les deux anciennes nations soviétiques depuis l'année dernière.

La question de la frontière non démarquée est soulevée depuis mai, lorsque l'Arménie a accusé pour la première fois l'Azerbaïdjan de violer les frontières administratives de l'ère soviétique entre les anciennes républiques socialistes de l'URSS.

L'Arménie avait alors déclaré que l'Azerbaïdjan avait avancé de plusieurs kilomètres à l'intérieur de son territoire souverain sur deux sections de la frontière orientale. L'Azerbaïdjan a démenti ces accusations, affirmant que ses troupes étaient stationnées dans des territoires que Bakou a reconquis à l'issue

d'une guerre de six semaines contre les forces arméniennes du Haut-Karabakh à l'automne 2020.

Les dernières escarmouches meurtrières se sont produites le 16 novembre le long de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et ont été interrompues grâce à un cessez-le-feu obtenu par la médiation de la Russie.

La plupart des questions posées lors de la séance de questions-réponses d'aujourd'hui au Parlement arménien étaient adressées au Premier ministre et concernaient les derniers affrontements entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Lorsqu'on lui a demandé de commenter la déclaration du ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères, Jeyhun Bayramov, selon laquelle une commission conjointe devrait être mise en place pour régler les questions frontalières entre Erevan et Bakou, M. Pachinian a déclaré que « le lancement du processus de délimitation et de démarcation des frontières est notre ordre du jour. »

« Nous l'avons également déclaré dans notre programme gouvernemental. Par conséquent, si l'Azerbaïdjan accepte ce programme, nous devons comprendre ce qui l'entrave », a-t-il déclaré.

Pachinian a rappelé qu'en mai encore, il avait déclaré lors d'une session du gouvernement qu'il y avait un document sur la table qu'il allait signer.

« Mais pourquoi ce document n'a-t-il pas été signé ? [Le document n'a pas été signé] parce qu'il n'a pas atteint le stade de l'offre de signature », a déclaré le dirigeant arménien.

Selon Pachinian, depuis lors, la Russie a fait trois fois des propositions sur la démarcation de la frontière et dans les trois cas, l'Arménie a accepté d'aller de l'avant sur la base de ces propositions. « J'ai l'impression que le processus n'a pas progressé parce que l'Azerbaïdjan n'a pas donné de réponse concrète », a déclaré M. Pachinian, soulignant que les propositions de l'Arménie sur la délimitation et la démarcation de la frontière faites en mai restent valables.

M. Pachinian a également commenté les offres publiques répétées de l'Azerbaïdjan de signer un traité de paix avec l'Arménie.

« À notre tour, nous avons également proposé et proposons de signer un traité de paix avec l'Azerbaïdjan. Nous avons dit que l'objectif du processus de négociation

du groupe de Minsk de l'OSCE était de parvenir à la signature d'un traité de paix. Ce n'est pas nouveau. Je tiens à dire que tous les paquets de négociation jusqu'à présent ont eu pour objectif final la signature d'un traité de paix. Il est donc étrange pour moi d'entendre tout le temps que l'Azerbaïdjan propose de signer un traité de paix avec l'Arménie et qu'il n'y a pas de réponse de l'Arménie », a déclaré M. Pachinian.

« Lorsque nous parlons d'une restauration complète du processus de négociation, et lorsque nous nous engageons dans le processus de négociation, notre objectif est de signer un traité de paix. La signature d'un traité de paix devrait être précédée d'un travail visant à se mettre d'accord sur le texte du traité. Cela nécessite une quantité de travail assez importante. Nous n'avons jamais refusé de faire ce travail. Au contraire, nous avons exprimé notre volonté de le faire, et nous le considérons également comme notre agenda », a-t-il ajouté.

Concernant les travaux d'un groupe de travail russo-arménien-azerbaïdjanais au niveau des vice-premiers ministres sur le déblocage des liaisons de transport régionales, M. Pachinian a déclaré que l'impression qu'il s'est arrêté est fausse. « Le travail se fait quotidiennement, simplement pour l'instant il n'a pas été en mesure d'atteindre un résultat concret », a-t-il déclaré.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

10- Le Courrier d'Erevan
18/11/2021

<https://www.courrier.am/fr/region/alors-que-lazerbaïdjan--prend-lavantage-sur-larmenie-le-role-de-la-russie-est-nouveau-remis-en>

Alors que l'Azerbaïdjan prend l'avantage sur l'Arménie, le rôle de la Russie est à nouveau remis en question

Les récents combats constituent un défi pour le rôle de pacificateur de Moscou. Mais la Russie a-t-elle beaucoup d'options ? Alors que de

nouveaux affrontements secouent le Caucase et que l'Arménie rapporte la violation de ses frontières internationales par les troupes azerbaïdjanaises, une question récurrente se pose à nouveau : Où est la Russie ?

Alors que de nouveaux affrontements secouent le Caucase et que l'Arménie rapporte la violation de ses frontières internationales par les troupes azerbaïdjanaises, une question récurrente se pose à nouveau : Où est la Russie ?

Après des heures de combats intenses le 16 novembre, qui ont fait le plus grand nombre de victimes depuis la guerre de l'année dernière, la Russie est parvenue à négocier un cessez-le-feu en fin de journée. Le 17 novembre, aucun incident violent n'était signalé.

Les responsables arméniens ont déclaré qu'une grande partie des combats se sont déroulés à l'intérieur même de leur territoire sans en spécifier la zone précise. De nombreux médias arméniens évoquent les alentours du Lac noir, "Sev Lich", dans la région du Syunik, où des soldats azerbaïdjanais ont franchi la frontière en mai dernier et y stationnent depuis.

Les nouvelles incursions frontalières ont incité l'Arménie à demander l'aide de son allié conventionnel, la Russie. Le président du Conseil national de sécurité arménien, Armen Grigoryan, a déclaré le 16 novembre que le pays faisait appel à la Russie sur la base du traité de défense mutuelle de 1997. Le lendemain, interrogé par le journal russe Kommersant qui lui demandait la nature de l'assistance souhaitée par Erevan, il répondait : « *Nous sommes favorables à ce que le problème soit résolu de manière diplomatique [...], mais s'il ne peut pas l'être, alors il devra être résolu militairement.* » Il a ajouté en forme d'avertissement : « *si une résolution n'est pas trouvée, alors nous devons envisager d'autres possibilités.* »

La réponse publique de la Russie a été sous-estimée. Le 17 novembre, le porte-parole du Kremlin, Dmitriy Peskov, déclarait que le président Vladimir Poutine avait entrepris des « *efforts actifs* » pour arrêter les combats, notamment en s'entretenant avec le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan (mais pas, apparemment, avec le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev). « *Grâce à ces efforts de médiation, la partie russe a pu hier contenir les parties en conflit* », a déclaré Peskov lors d'une conférence de presse.

Mais les incursions répétées à la frontière de l'Arménie semblent appeler une réponse russe plus ferme. La Russie est soumise à des garanties de sécurité, tant au niveau bilatéral que par le biais de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), qui l'obligent à prendre la défense de l'Arménie en cas d'attaque.

Lors d'une réunion du Conseil national de sécurité dans la soirée du 16 novembre, Nikol Pashinyan déclarait que les forces azerbaïdjanaises avaient pris le contrôle d'environ 41 kilomètres carrés en Arménie et a imputé les combats au « *silence de nos partenaires internationaux* ». (Le chiffre de 41 kilomètres est utilisé depuis le mois de mai, suite à l'incursion à Sev Lich et également dans une autre région, près de Vardenis. Il laisse supposer qu'aucun nouveau territoire n'a été occupée lors de cette nouvelle série de combats, mais le ministère arménien de la défense a également indiqué de son côté qu'il avait perdu deux positions militaires dans les combats).

Si Pashinyan a pris soin de ne pas citer de noms parmi les "partenaires internationaux", d'autres ont été plus précis. « *Pourquoi l'OTSC et la Russie ignorent-ils leurs engagements d'alliance envers Erevan alors que l'Azerbaïdjan mène régulièrement et ouvertement des incursions sur le territoire souverain de l'Arménie* », écrit le journaliste Tatul Hakobyan. « *Quelles sont les lignes rouges, s'il y en a, au-delà desquelles la Russie ne se taira plus ?* » Hakobyan rapporte également, citant des sources diplomatiques anonymes, que lors de leur conversation téléphonique, Poutine a dissuadé Pashinyan de lancer un appel formel à l'aide de Moscou.

L'inaction de la Russie avait également fait l'objet de nombreuses spéculations lors de la guerre de l'année dernière. Cependant, elle était menée dans et autour du Haut-Karabakh, sur un territoire contrôlé par les forces arméniennes depuis les années 1990, mais reconnu internationalement comme azerbaïdjanais, donc non soumis aux pactes de défense mutuelle. Ces récentes incursions dans le territoire arménien proprement dit sont différentes.

Techniquement, en l'absence d'un accord bilatéral, il n'y a pas de frontière officielle entre les deux pays qui négocient actuellement la démarcation de leur frontière commune. Les deux parties sont déjà parvenues à un accord de facto fondé sur les cartes soviétiques, mais insatisfaisant au regard par exemple de la route traversant le sud de l'Arménie et coupant le territoire azerbaïdjanais en

plusieurs tranches. Selon ces cartes, toutefois, Sev Lich est explicitement situé en territoire arménien.

Les troupes russes gardent certaines sections de la frontière arménienne. Durant la guerre de l'année dernière, elles ont fait une démonstration de force, bien que discrète, en installant de nouveaux postes de garde le long de la frontière azerbaïdjanaise, y compris le long de la section nord de la frontière, près de l'exclave azerbaïdjanaise d'Askipara (que les Arméniens appellent Voskepar). Il n'est toutefois pas certain que les Russes aient établi un tel poste autour de Sev Lich, qui se trouve dans une zone difficile d'accès.

Si l'Azerbaïdjan affirme que cette nouvelle série de combats a été déclenchée par des "provocations" arméniennes le long de la frontière, peu de gens prennent ce prétexte au sérieux. Les analystes azerbaïdjanaïes suggèrent qu'il s'agit d'une initiative de Bakou visant à forcer Erevan à signer de nouveaux accords sur la démarcation de la frontière et l'ouverture de nouvelles voies de transport transfrontalières, en complément à l'accord de cessez-le-feu de l'année dernière.

Si tel est le cas, il s'agit d'un défi direct à la Russie, qui a non seulement conclu des traités de défense mutuelle avec l'Arménie, mais qui est également cosignataire et garant de cet accord.

La Russie pourrait toutefois ne pas avoir beaucoup d'options pour répondre. « *La Russie n'a aucune marge de manœuvre ici* », écrit sur sa page Facebook Sergey Markedonov, analyste du Caucase à l'Institut d'État des relations internationales de Moscou. « *Il s'agit du territoire arménien, pas du Karabakh. L'influence de la Turquie est beaucoup plus grande qu'il y a un an, des mouvements brusques seraient donc problématiques car ils pourraient mettre [la Russie] en désaccord à la fois avec l'Occident et Ankara.* »

S'il est apparu que l'Azerbaïdjan « *utilisait très probablement la force comme moyen de pression sur les négociations* », M. Markedonov a ajouté que « *le silence est dangereux et l'espace d'information actuel n'est pas en faveur de Moscou. [...] Rester simplement silencieux et faire des déclarations optimistes n'est pas une solution !* »

Source : Eurasianet - Joshua Kurcera

11- Les Nouvelles d'Arménie

18/11/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=86273

On est sans nouvelles de dizaines de soldats

Des dizaines de soldats arméniens ont été capturés ou sont portés disparus à la suite des derniers affrontements à la frontière avec l'Azerbaïdjan, ont déclaré des responsables à Erevan mercredi 17 novembre au matin.

Dans le même temps, le ministère azerbaïdjanais de la Défense a déclaré que sept de ses soldats avaient été tués et dix autres blessés lors de la reprise des combats à la frontière commune qui ont éclaté le 16 novembre.

Selon une déclaration du ministère arménien de la défense, 13 soldats arméniens ont été capturés par les forces azerbaïdjanaises et 24 autres militaires arméniens sont portés disparus et leur sort reste inconnu.

Le communiqué ajoute qu'un soldat arménien a été tué dans les combats qui ont été arrêtés grâce à la médiation de la Russie.

Les deux parties se sont mutuellement accusées d'avoir déclenché ce dernier conflit, dans un contexte de tensions entre les deux anciennes nations soviétiques, qui couvent depuis une guerre de six semaines l'année dernière au sujet du Nagorny-Karabakh.

L'Azerbaïdjan a déclaré que ses forces ont empêché des « provocations à grande échelle » de la part des forces arméniennes dans les districts de Kalbacar et de Lachin, à la frontière avec l'Arménie.

À son tour, le ministère de la Défense arménien a accusé les soldats azerbaïdjanais de tirer sur ses positions le long de la frontière, à l'aide d'artillerie, de véhicules blindés et de canons.

Plus tard, le 16 novembre, le ministère russe de la Défense a annoncé que les

hostilités à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan avaient cessé après qu'un cessez-le-feu ait été conclu avec la médiation de Moscou. L'Arménie a confirmé ce rapport.

La situation le long de la frontière est tendue depuis que les deux nations du Caucase du Sud se sont livrées l'année dernière à une guerre de 44 jours pour le Haut-Karabakh, qui a fait près de 7 000 morts et s'est terminée par un cessez-le-feu qui a permis à l'Azerbaïdjan de contrôler certaines parties de la région ainsi que des territoires adjacents précédemment détenus par les Arméniens.

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken a déclaré que Washington était « profondément préoccupé » par les informations faisant état de combats intenses entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Dans une déclaration publiée le 16 novembre, le haut diplomate américain a déclaré : « Nous exhortons les deux parties à prendre immédiatement des mesures concrètes pour réduire les tensions et éviter une nouvelle escalade. Nous appelons également les parties à s'engager directement et de manière constructive pour résoudre toutes les questions en suspens, y compris la démarcation des frontières. »

« Comme indiqué dans la déclaration des coprésidents du Groupe de Minsk le 15 novembre, la récente augmentation des tensions entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan souligne la nécessité d'un règlement négocié, global et durable de toutes les questions restantes liées au conflit du Haut-Karabakh ou en résultant », a ajouté M. Blinken.

Le 16 novembre, l'Union européenne a également exhorté les deux parties à faire preuve de retenue.

Appelant à une « désescalade urgente et à un cessez-le-feu total », le président du Conseil européen, Charles Michel, a qualifié la situation dans la région de « difficile ».

« L'UE est déterminée à travailler avec ses partenaires pour surmonter les tensions afin d'assurer la prospérité et la stabilité du Caucase du Sud », a écrit M. Michel sur Twitter.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe /

12- FigaroVox

18/11/2021

<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/comment-l-occident-peut--il-rester-muet-sur-le-sort-de-l-armenie-20211118>

«Comment l'Occident peut-il rester muet sur le sort de l'Arménie ?»

Par [Léo Satgé](#)

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Mardi 16 novembre, des combats entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont fait plusieurs morts, annonçant une potentielle recrudescence des tensions. Revenant sur l'origine du conflit, l'historien Gaël Nofri déplore un abandon de l'Arménie par la communauté internationale.

Gaël Nofri est historien et adjoint au maire de Nice.

FIGAROVOX. - Au Haut-Karabakh, théâtre d'une guerre qui a opposé l'Arménie et l'Azerbaïdjan à l'automne 2020, un accrochage frontalier a eu lieu mardi entre les forces des deux pays. Que se passe-t-il dans la région ?

Gaël NOFRI. - D'abord je ne crois pas qu'il faille parler de tensions - sans rentrer dans une querelle de chiffres autour des combats de ces dernières heures -, il s'agit d'une montée en puissance d'un conflit qui demeure et qui n'a finalement jamais connu de résolution. Sous les cendres de l'accord de cessez-le-feu extorqué du 9 novembre 2020, les braises n'ont jamais cessé de couvrir. Si rien de déterminant n'est fait pour l'en empêcher, l'incendie reprendra avec d'autant plus de force et de vigueur qu'il aura cette fois quelque chose de définitif. On ne peut comprendre ce qui se passe aujourd'hui sans songer à ce qui se joue ici depuis maintenant un siècle, c'est-à-dire depuis le jour où l'Union Soviétique de Lénine et de Staline a décidé de rattacher le Nakhitchevan et le Haut-Karabagh, terre historiquement et culturellement arméniennes, à l'Azerbaïdjan. Cette décision a entraîné une perte jamais acceptée par l'Arménie, d'autant plus qu'elle s'inscrivait dans un contexte, celui dès lendemain du génocide arménien

perpétré par les «Jeunes Turcs» et que les Azéris appartiennent eux-mêmes à l'ethnie turque. De l'autre côté, la situation a engendré à Bakou une volonté profonde, et une politique terrible, visant à désarméniser ces terres afin de s'en assurer durablement la possession. Le traumatisme de la désarménisation massive et violente du Nakhitchevan, frontalier de la Turquie et séparé du reste de l'Azerbaïdjan par la province arménienne de Syunik marque les esprits.

Dans ce contexte le Haut-Karabagh représente un enjeu à la fois culturel mais aussi historique qu'il est impossible de sous-estimer : parmi les facteurs qui expliquent la dislocation de l'URSS sous les coups du fameux réveil des Nations, notre regard très européen-centré nous amène d'abord à considérer l'effondrement du mur de Berlin en Allemagne et la percée de Solidarnosc en Pologne, mais l'aspiration à rejoindre l'Arménie manifestée, contre Moscou, par les populations et les dirigeants du Haut-Karabagh furent, pour cette région, aussi symboliques et fortes de sens.

La guerre qui s'ensuivit, et qui fit quelque 30.000 morts, permit à l'Arménie de récupérer de fait le Haut-Karabagh sans pour autant qu'une reconnaissance internationale et une paix durable ne viennent consacrer cette situation pourtant ratifiée par les urnes. Face à la volonté des peuples à disposer d'eux-mêmes librement manifestée dans ce territoire, la communauté internationale a toujours opposé l'intangibilité des frontières... même dans le monde libre les coups de crayons de Staline sur une carte valaient plus que l'avis et la vie des populations locales.

Pendant un quart de siècle, la situation fut gelée... mais pas réglée.

Or, durant ce laps de temps où chacun pouvait comprendre que la querelle n'était pas purgée, les rapports de force n'ont cessé d'évoluer : alors que l'Arménie se débâtait avec l'apprentissage de la démocratie et l'expérience de l'indépendance, la dictature Azérie, largement favorisée par les exportations d'hydrocarbure et la diplomatie du caviar, s'armait dans un esprit de revanche. Elle s'armait d'autant plus que la question du Haut-Karabagh était devenue autant un enjeu d'orgueil national qu'un combat stratégique. L'idée d'une continuité azérie incluant le Haut-Karabagh, mais aussi le Nakhitchevan, en passant par-dessus l'Arménie et la région du Syunik, apparaissait pour Bakou d'autant plus essentielle que la famille Aliyev -qui règne sans partage et de façon népotique sur le pays - est elle-même originaire de l'enclave azérie du Nakhitchevan.

Ce projet ambitieux ne pouvait que trouver un écho favorable chez le grand frère turc, partagé entre un nationalisme panturquisme à l'origine du génocide arménien qu'il refuse toujours de reconnaître et un néo-ottomanisme évident, Recep Tayyip Erdogan ne pouvait qu'applaudir une initiative dont l'objectif aboutirait de facto à la création d'un espace turc de 90 millions d'âmes, allant de la mer Caspienne à la Méditerranée sans discontinuité.

La guerre de 2020 et ses quelque 6.000 à 7.000 morts, sans compter les blessés et les déplacés, ne peut se comprendre qu'ainsi.

Mais ce qui caractérise le plus le conflit de l'année 2020 jusqu'au cessez-le-feu du 9 novembre, c'est le silence de la communauté internationale. Quand je dis silence, je devrais plutôt dire l'impuissance, car l'honnêteté doit conduire à dire que certains ont fait du bruit, ont dénoncé, ont demandé... mais n'ont pas agi, préférant le rôle de spectateur à celui d'acteur. Alors que l'Azerbaïdjan était appuyé par la Turquie, renforcé par des contingents de djihadistes recrutés en Syrie, armé par tous ceux qui bénéficient des exportations en gaz et pétrole de Bakou, l'Arménie n'avait d'autres armes que les siennes, d'autres soldats que ses fils... Acculée, elle ne pouvait pas lutter et finit par comprendre que personne n'interviendrait la sauver.

Et en effet, personne n'est intervenu pour sauver l'Arménie. Quand le 9 novembre Moscou est descendu dans l'arène, sachant Erevan incapable de réaction et le dos au mur, ce n'était pas pour l'Arménie qu'elle l'a fait mais pour la Russie elle-même. Avant même l'accord de paix signé, les chars russes traversaient le pays pour rejoindre Goris et par là même le corridor de Latchin.

La réalité, c'est qu'abandonné de tous, l'Arménie a été poignardée dans le dos et s'est vue imposer une situation qu'elle ne peut accepter. Autant par ce qu'elle ne peut accepter la perte du Haut-Karabagh - à l'exception de plus en plus théorique de Stepanakert -, que parce qu'elle sait que cette paix est une paix de dupe. Elle sait que l'objectif final de l'axe Bakou-Ankara n'est pas atteint et que celui-ci ne s'arrêtera pas avant de l'avoir atteint.

Les combats qui se sont engagés ne peuvent se comprendre qu'ainsi. Évidemment, les deux pays se renvoient mutuellement la responsabilité du déclenchement des hostilités. Pourtant l'état de la défense arménienne et sa dépendance actuelle à la force d'interposition russe ne permettent pas d'accréditer la thèse de Bakou d'une initiative militaire ourdie par Erevan. C'est

bien les troupes d'Aliyev qui sont entrées sur le territoire de la République d'Arménie, dans la région convoitée de Syunik, qui ont emporté deux positions stratégiques, qui ont pris des otages.

Peut-on craindre une nouvelle flambée des violences ?

À très court terme il y aura d'autres flambées de violence car les Azéris éprouvent la communauté internationale, ils testent pour savoir jusqu'où ils peuvent aller, jaugent les forces en présence... et comme personne ne dit rien ils ne s'arrêteront pas.

À moyen terme en revanche, ce qui est à craindre ce n'est pas des conflits sporadiques ou des explosions de violence temporaires, c'est un règlement définitif du conflit.

Tous les éléments de la pièce sont posés, mais on continue de feindre de ne pas comprendre le scénario qui se joue. Il est pourtant évident. Les Azéris partiront à la conquête du Syunik, qu'ils appellent Zanguezour, et peut-être plus encore dans le grand sud de l'Arménie. Ils le feront à la fois pour parvenir à l'unité territoriale qu'ils cherchent, pour se débarrasser du verrou arménien, mais aussi pour donner satisfaction à Ankara qui projette ici ses ambitions démesurées dans la région. À ce titre, le compte rendu de l'entretien entre le Général Hulusi Akar, Ministre de la défense turc et son homologue azéri Zakir Hasarnov ne laisse la place à aucune ambiguïté : Ankara est et restera aux côtés de son allié dans la dernière étape d'une conquête décidée à deux.

Cette étape est historique car le combat est pensé comme une action historique, c'est-à-dire qui fait écho à un passé qu'il conviendrait de refaire vivre, à une finalité dont leurs ancêtres ont été privés.

Dans ce cadre, la Russie, qui joue ici les fausses ingénues, laissera faire comme elle a déjà laissé faire. La partition et les intérêts de chacun son bien compris : il convient que les uns dépècent le sud si l'on veut pouvoir légitimer le fait d'accroître « la protection » sur le reste du pays. Une protection chèrement payée puisqu'il s'agit en réalité, sans le dire, d'une domination et du retour de l'Arménie dans l'espace satellitaire russe avec la main mise sur les principaux leviers de l'économie et du pouvoir, brisant toute velléité d'indépendance, tout regard aussi vers l'Occident.

Cet Occident il est vrai si muet...

Paris a appelé au respect du cessez-le-feu. La France, et plus largement l'Europe, doivent-elles intervenir pour faire cesser les affrontements ?

L'Europe, laissons là où elle est, c'est-à-dire, en matière diplomatique, nulle part. Nous sommes notamment otages des Allemands qui ont une relation complexe avec les Turcs, tant du fait de leur histoire que de leur politique migratoire dont ils sont aujourd'hui les prisonniers. L'Europe ne parvient même pas à fermer officiellement les négociations d'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne, alors même que l'on parle d'un pays qui soutient des djihadistes, occupe illégalement une partie du territoire d'un pays membre de l'Union, menace des pays membres de conflits armés...

Quant à la France, le sujet n'est pas le même. Paris, qui a des liens anciens et profonds avec l'Arménie, appelle à des cessez-le-feu, à la fin des exactions et des massacres en Arménie depuis plus de 100 ans... lorsqu'il préfaçait l'ouvrage *Massacres d'Arménie* Georges Clemenceau - déjà ! - déplorait notre inaction coupable. Dans cette partie du monde nous jouissions historiquement d'un vrai crédit. Après l'effondrement de l'URSS et avec la première guerre du Haut-Karabagh, nous avons acquis un poids particulier qui s'est trouvé institutionnalisé grâce à notre coprésidence du groupe de Minsk... qu'en reste-t-il ?

Le groupe de Minsk n'existe pour ainsi dire plus, le cessez-le-feu de 2020 s'est fait sans lui, et personne ne pense plus à le consulter face aux défis qui se présentent aujourd'hui. Nous avons abandonné le terrain à la Turquie et à la Russie qui se partagent l'Arménie à la découpe et n'ont pas vraiment l'intention de se soumettre à nos protestations. Ils ont en outre l'avantage d'être physiquement et militairement présents sur le terrain. C'est toujours beaucoup plus facile dans ce cas de donner corps et poids à sa parole.

Pourtant je crois que la France pourrait relever le défi. Je crois profondément qu'une action diplomatique forte, une implication du pays au plus haut niveau, aurait du sens. Cela pourrait être assorti d'une prise d'initiatives auprès des

partenaires commerciaux de Bakou ainsi que des pays avec lesquels Ankara essaie de renouer, comme l'Égypte. La mise en place d'un vrai front du refus, la menace de sanctions crédibles... sortir l'agressé de la solitude et l'agresseur de l'impunité ne serait pas neutre. La priorité est d'agir et par là même de redonner confiance en la France. Il y a une voie pour nous, à condition d'être un peu audacieux !

13- Le Courrier d'Erevan

18/11/2021

<https://www.courrier.am/fr/opinions/une-delegation-parlementaire-francaise-face--la-realite-armenienne>

Une délégation parlementaire française face à la réalité arménienne

Une délégation parlementaire était en Arménie depuis deux jours lorsque de violents combats ont éclaté sur le territoire même de la République d'Arménie. Organisé par la Chambre de Commerce et d'Industrie franco-arménienne, le déplacement de cette délégation - Camille Galliard-Minier, Julien Ravier et Jacques Marilossian - était avant tout à visée économique, mais il a pris une envergure supplémentaire dans le contexte présent.

Par Olivier Merlet

Une coopération économique qui monte

Rendez-vous protocolaires et rencontres de terrain avec des entrepreneurs français et arméniens étaient bien sûr au programme, mais la délégation avait tenu à dégager un peu de temps pour le consacrer à une prise de contact culturelle et mémorielle destinée à « *s'imprégner, mieux comprendre le pays et*

s'apercevoir que l'Arménie ce n'est pas qu'Erevan ».

C'est sur une conférence organisée par l'Université française en Arménie (UFAR) que s'est ouvert l'agenda officiel des députés. Intervenant à tour de rôle sur le thème "Mémoire et transmission", les trois députés français ont répondu aux questions des étudiants avant d'aller se recueillir au cimetière d'Erablur sur les tombes de quatre des onze jeunes de l'UFAR morts au front l'année dernière.

Le volet politique du voyage comprenait plusieurs rencontres avec des représentants du gouvernement arménien dont le haut-commissaire à la diaspora, le ministre du travail et des affaires sociales, le vice-ministre de l'économie et celui des hautes technologies. Les parlementaires français ont retenu plusieurs objectifs et contraintes: le désenclavement de l'Arménie tout d'abord, en termes de transports -préoccupation majeure du ministre de l'Économie- la construction de lignes ferroviaires vers la mer Noire ou la Russie afin d'augmenter les volumes, raccourcir les délais et diminuer les coûts d'un trafic qui demeure aujourd'hui essentiellement routier; appel à la diaspora, au travers d'un programme visant à davantage réorienter l'aide humanitaire vers des axes plus économiques et encourager la participation, même temporaire, de ses ressortissants aux actions de développement sur le terrain, en Arménie.

Mais c'est bien évidemment auprès des entreprises et de leurs dirigeants que la délégation entendait évaluer l'état de la coopération économique franco-arménienne et caractériser l'accompagnement politique propice à sa promotion.

« L'intérêt de ce genre d'échanges est de nous permettre de comprendre comment se déroule réellement l'activité économique au quotidien. Quelles sont les difficultés, les besoins ? Quelles sont les réalités profondes de l'Arménie, à la fois sur le côté technique et sur les affaires au quotidien, bref, comment l'aider à prospérer par le développement de ses entreprises, » explique Jacques Marilossian, député des Hauts-de-Seine. Point d'orgue de ces rencontres, la visite au show-room Renault et la remise de la médaille de l'Assemblée Nationale, sur proposition du président de la CCI France-Arménie à Karen Shakhmuradian, propriétaire du groupe Renault en Arménie, pour sa contribution au développement du commerce extérieur français. C'est le seul homme d'affaires à avoir reçu cette distinction en Arménie.

Dans la soirée, les membres de la Chambre de commerce et d'industrie franco-

arménienne avaient convié les députés à un dîner. Veolia, Carrefour, ou ACBA-Crédit Agricole, Amundi, Bureau Veritas, Arterail et encore Pernod Ricard, représentants des grandes entreprises françaises étaient tous présents, mais également leurs confrères arméniens dont notamment le groupe Galaxy, qui vient d'obtenir pour l'Arménie la franchise des boulangeries "Paul".

Prise de conscience

L'attaque d'envergure lancée le 16 novembre par les forces armées azerbaïdjanaises sur le Nord-Est du territoire souverain de la République d'Arménie a surpris tout le monde et replacé la visite dans une autre dimension. « *Nous ne cessons de recevoir des alertes [NDLR : quant à la sécurité de l'Arménie] lors de nos rencontres avec les ministres, dont la concrétisation survient précisément pendant notre séjour. L'alerte qui nous a été donnée, nous voyons malheureusement bien maintenant à travers les événements qui se sont passés aujourd'hui que ce n'étaient pas que des paroles.* » déclare Camille Galliard-Minier, députée de l'Isère, visiblement troublée.

Julien Ravier, élu de la première circonscription de Marseille, poursuit : « *De France, à travers le dialogue que nous avons avec les associations et la diaspora on percevait un peu ce que nous ont expliqué les ministres mais on était loin de sentir de façon aussi prégnante, dans les médias ou nos relations politiques avec les autorités, qu'aujourd'hui. Clairement, c'est le territoire souverain de la république d'Arménie qui est menacée. Le premier enseignement de cette visite qui se traduit directement aujourd'hui dans les faits, c'est que l'Arménie et les Arméniens ne se sont pas en sécurité. Vous prenez conscience de la réalité de la situation ici et de la volonté expansionniste du panturquisme au XXIe siècle.* »

Vu d'Arménie, la prise de conscience semble tardive. Elle a au moins le mérite d'enfin survenir. De quoi sera-t-elle suivie ? Interrogés sur le décalage entre le discours et les actions de la France et de la communauté internationale depuis un an, sur le sentiment d'abandon que partagent de plus en plus d'Arméniens, les députés français adressent deux types de réponse.

Celle de Jacques Marilossian, député des Hauts-de-Seine et Président du Groupe d'amitié France-Arménie est très "politique" : « *Je ne peux pas laisser dire que la France abandonne l'Arménie. Nikol Pashinian était en France récemment, je l'ai*

rencontré à l'Assemblée nationale, sa première expression a été de remercier la France pour l'action économique, diplomatique et humanitaire sans précédent, et unique par rapport au reste de la communauté internationale, depuis un an. Ici, nous avons passé du temps avec les entreprises de la Chambre de commerce et d'industrie, nous avons rencontré les ministres de l'économie, des affaires sociales, des hautes technologies nous avons une liste de projets de coopération avec la France, tout est en route. La dimension "sécurité militaire" ne dépend ni des entreprises, ni des députés, mais fait appel à d'autres paramètres que nous ne maîtrisons pas. »

Julien Ravier s'implique : « Le ressenti que j'ai est que l'Arménie et la diaspora attendaient beaucoup plus de la France. Ils attendaient une intervention militaire. [...] Personnellement, je regrette clairement que mon pays ne puisse pas, ou n'ait pas la capacité, d'intervenir de façon militaire et défensive pour aider l'Arménie. Les ministres et les différentes personnalités que nous avons vu attendent cela de la France. [...]

Quand on est dans le cadre d'une agression au Karabagh, c'est le groupe de Minsk qui doit normalement prendre la main, je pense que la France a été active au sein de ce groupe mais il a montré son incapacité à régler le conflit et c'est finalement la Russie qui s'en est chargé. Là, maintenant, nous sommes face à une agression de la république d'Arménie, un ami, qui certes fait partie d'une autre alliance de défense mais reste un pays avec lequel nous sommes liés d'une amitié séculaire qu'il convient aujourd'hui de respecter et de faire respecter.

J'aimerais que la France condamne fermement ce qui est en train de se passer et appelle le partenaire russe -on peut aussi l'appeler partenaire- à agir, enfin, que l'on sensibilise l'ensemble de la communauté internationale car si nous sommes tous d'accord rien ne nous empêche de mettre en place une force d'interposition. Tout est question de stratégies d'action par alliances, mais si toutes les alliances sont à peu près d'accord, ou en tout cas en grande majorité, rien ne nous empêche de mettre en place une force d'interposition, de maintenir la paix et éviter qu'il y ait une guerre, car ce qui risque de se jouer, c'est une véritable guerre. Si la Russie rentre en guerre aux côtés de l'Arménie contre l'Azerbaïdjan, nous allons avoir une guerre à nos portes avec un grand nombre de morts. »

Dans un communiqué de presse aux entêtes de l'Assemblée nationale française, le député de la première circonscription de Marseille, renouvelle officiellement son soutien :

« 10 soldats tués, plusieurs prisonniers et deux positions militaires arméniennes perdues dans le sud du pays.

Depuis l'Arménie où il est actuellement en mission parlementaire avec le groupe France-Arménie, Julien Ravier souhaite renouveler tout son soutien au peuple arménien et à sa diaspora.

Julien Ravier condamne fermement l'agression de l'Azerbaïdjan. Un an après le conflit dans le Haut-Karabakh, l'Azerbaïdjan n'a pas cessé ses provocations et a franchi les limites ce week-end.

Le Premier ministre Nikol Pashinian a révélé une intrusion de l'armée azerbaïdjanaise sur le territoire arménien. C'est une nouvelle agression inacceptable, en rupture totale du cessez-le-feu négocié il y a un an. Désormais, ce n'est plus au Haut-Karabakh que l'Azerbaïdjan attaque les Arméniens, c'est au sein même du territoire de la République d'Arménie. L'Azerbaïdjan viole l'intégrité territoriale arménienne pour se créer un corridor.

Julien Ravier appelle la France, la Russie et toute la communauté internationale à condamner fermement les agissements azerbaïdjanaïses et à défendre l'Arménie pour stopper le projet d'expansion de l'Azerbaïdjan soutenu par la Turquie. »

14- Le Monde

17/11/2021

https://www.lemonde.fr/international/article/2021/11/17/incidents-meurtriers-a-la-frontiere-entre-l-armenie-et-l-azerbaïdjan_6102424_3210.html

Incidents meurtriers à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

Erevan a subi des pertes lors de combats frontaliers avant qu'un cessez-le-feu ne soit conclu sous l'égide de Moscou.

Par [Emmanuel Grynszpan](#)

Accrochages pour forcer l'adversaire à un accord ou prélude à une nouvelle phase de confrontation militaire ? La région a connu, lundi 15 novembre, l'incident le plus grave entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, depuis la fin de [la guerre dans le Haut-Karabakh](#), il y a un an. « *Une attaque des forces azerbaïdjanaises contre les positions des forces arméniennes a fait des morts et des blessés côté arménien* », a déclaré le ministère de la défense arménien, dans un communiqué, sans donner de bilan chiffré. Erevan a reconnu, mardi, la mort d'un soldat, tandis que d'autres sources évoquent quinze morts. Douze soldats ont été capturés par l'Azerbaïdjan. L'Arménie a perdu deux positions sur sa frontière avec l'Azerbaïdjan, qui affirme, de son côté, ne déplorer que deux soldats blessés.

A Bakou, on parle de « *provocations militaires arméniennes* » contre ses positions, suivies d'une « *contre-attaque* ». Le président azerbaïdjanais, Ilham Aliev, fait porter « *toute la responsabilité* » de la situation « *aux dirigeants militaro-politiques de l'Arménie* ». Le ministère de la défense arménien a diffusé une vidéo montrant la destruction, par un missile guidé, d'un camion militaire azerbaïdjanais venant de franchir la ligne de démarcation entre les deux pays. Des images filmées côté azerbaïdjanais et diffusées sur les réseaux sociaux montrent des fantassins soutenus par des blindés avançant face à des soldats arméniens battant en retraite.

Erevan a demandé l'assistance militaire de Moscou, son allié au sein de l'Organisation du traité de sécurité collective (qui regroupe l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Russie et le Tadjikistan). « *Etant donné que l'Azerbaïdjan a attaqué le territoire souverain de l'Arménie, nous demandons à la Russie de défendre l'intégrité territoriale de l'Arménie* », a déclaré le secrétaire du conseil de sécurité arménien, Armen Grigorian.

Concert de réactions internationales

Mardi, en fin d'après-midi, les deux belligérants se sont mis d'accord pour un nouveau cessez-le-feu sous l'égide de Moscou. La Russie, qui fournit des armes aux deux ennemis, avait déjà négocié en 2020 la fin des quarante-quatre jours de guerre entre ses anciens satellites soviétiques. L'Azerbaïdjan, avec le soutien militaire turc, avait alors repris le contrôle du Haut-Karabakh, encerclant les forces arméniennes ; l'Arménie ne conservant plus que les deux tiers de la région.

Sur la défensive face à une Turquie avançant ses pions dans le sud du Caucase, la Russie a déployé (officiellement) deux mille soldats de ses forces de maintien de la paix sur la ligne de contact du Haut-Karabakh, c'est-à-dire à l'intérieur du territoire internationalement reconnu de l'Azerbaïdjan. Un contingent déjà insuffisant pour empêcher les fréquents incidents meurtriers entre Arméniens et Azerbaïdjanais dans l'enclave. Or, il n'y a aucune force d'interposition russe sur les 650 kilomètres de frontière séparant les deux Etats belligérants (en comptant l'exclave du Nakhitchevan). Frontière dont près de la moitié n'a toujours pas fait l'objet d'une délimitation précise agréée entre Bakou et Erevan.

(La suite réservée aux abonnés)

15- France 24

17/11/2021

<https://www.france24.com/fr/europe/20211117-haut-karabakh--sept-soldats-azerba%C3%A9djanais-tu%C3%A9s-mardi-dans-les-combats-contre-l-arm%C3%A9nie>

Sept soldats azerbaïdjanais tués

mardi dans les combats contre l'Arménie

Sept militaires azerbaïdjanais ont été tués dans les combats qui les ont opposés mardi aux forces arméniennes près de la région disputée du Haut-Karabakh, a annoncé mercredi le ministère azerbaïdjanais de la Défense.

